

14 associations françaises vent debout contre la venue à Paris du ministre israélien Bezalel Smotrich

👤 par [Philippe Allienne](#)

Publié le 4 novembre 2024 à 17:00

Temps de lecture : 5 minutes

Mots -clé

[Palestine](#) [Israël](#) [Justice](#) [Liban](#)

À l'appel de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), et comme dans de nombreuses villes ce week-end, un nouveau rassemblement a eu lieu ce dimanche après-midi 3 novembre, à Lille. En ligne de mire : les revendications habituelles et la protestation contre la venue en France du ministre israélien Bezalel Smotrich.

Les organisateurs ont de nouveau appelé au soutien de la Palestine et du Liban, à un cessez-le-feu, à l'arrêt de la colonisation et au boycott de l'État d'Israël dans le cadre de la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Lancée en 2005, cette campagne a pour objectif de dénoncer la colonisation israélienne des territoires occupés, et de soutenir le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Depuis le début des représailles menées par Israël, après les massacres du 7 octobre 2023, on déplore officiellement plus de 42 000 Palestiniens, dont plus de 14 000 enfants, tués par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. À cela s'ajoute les freins mis à l'accès de l'aide humanitaire.

La Knesset vient par ailleurs d'adopter, le 28 octobre, une loi visant à encadrer strictement les opérations de l'agence d'aide palestinienne de l'UNRWA en Israël, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

« Ministre génocidaire »

Le terme de « génocide » revient de plus en plus dans les accusations des soutiens au peuple palestinien. Le 27 janvier de cette année, la Cour internationale de justice a elle-même parlé d'un « *risque plausible de génocide* ». Le 19 juillet, face à l'escalade de la guerre, elle a dénoncé les violations du droit international par Israël. Cela n'a pas empêché l'armée

israélienne d'étendre le conflit au Liban, sans compter sur les interrogations qui demeurent à propos de l'Iran.

C'est dans ce contexte qu'a été annoncée, le 16 octobre, la venue prochaine en France de Bezalel Smotrich, à la fois ministre israélien des Finances et ministre de tutelle de la Cisjordanie occupée au sein du ministère de la Défense. Il est invité, le 13 novembre à Paris, à un événement de gala de l'association « Israël is Forever ».

Lors du rassemblement lillois de ce dimanche, les représentants de l'AFPS ont vivement critiqué cette invitation et ont qualifié Bezalel Smotrich de « *ministre génocidaire* ». Sur le plan national, quatorze associations de soutien au peuple palestinien, dont la Ligue des droits de l'Homme, l'AFPS, la Cimade, l'Union juive française pour la paix, le Mrap, la plateforme des ONG françaises pour la Palestine, etc. viennent pour leur part de publier une lettre ouverte à l'attention de Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Dans cette lettre, elles déclarent qu'il « *n'est pas acceptable qu'un ministre associé à l'intensification massive de la colonisation du territoire palestinien occupé, connu pour ses multiples appels à la violation des droits humains et du droit international, participe à un événement organisé en France.* » Elles appellent M. Barrot « *à placer M. Smotrich sur la liste des personnes visées par le prochain paquet de sanctions relatives à la colonisation israélienne.* »

Le peuple palestinien qualifié d' « invention »

Parmi les nombreux autres griefs qu'ils reprochent au ministre israélien, les signataires de la lettre rappellent qu'en « *mars 2023, il déclarait que la localité palestinienne de Huwara devait être "anéantie" par l'armée israélienne.* » On lit également dans ce courrier que « *M. Smotrich a par ailleurs déclaré en août dernier qu'il était "justifié et moral" de bloquer l'aide humanitaire en direction de la bande de Gaza, même si cela pouvait entraîner la mort de deux millions de civils palestiniens.* »

Lorsqu'il était venu en France en mars 2023, rappellent encore les associations, Bezalel Smotrich « *avait déclaré que "le peuple palestinien [était] une invention", niant ainsi son droit à l'autodétermination, devant un pupitre représentant une carte du "grand Israël" qui englobait le territoire palestinien occupé et plusieurs pays voisins.* »

